

## Le Québec, entre stagnation démographique et inflation

*Mensuel économique d'octobre 2025*



### Le commentaire de notre économiste Miguel

Le Québec entre dans une nouvelle ère démographique, marquée par un déclin naturel inédit de sa population. Ce renversement, accentué dans les régions rurales, met en lumière un défi structurel pour l'économie québécoise : la rareté croissante de la main-d'œuvre. À long terme, cette contraction du bassin de travailleurs risque de freiner la croissance, d'alourdir la pression sur les finances publiques et de compromettre la pérennité de nombreux services locaux. Dans ce contexte, l'immigration devient un pilier incontournable du dynamisme économique et social, à condition qu'elle soit accompagnée d'une politique d'intégration territoriale et socioéconomique efficace. Parallèlement, le Québec devra miser sur des gains de productivité — par l'innovation, la formation et la modernisation des entreprises — pour compenser le ralentissement démographique et préserver sa compétitivité. Ce défi est d'autant plus pressant que le Québec affiche actuellement le taux d'inflation le plus élevé au pays (3,3 %), une situation qui accentue la pression sur les ménages et les entreprises et souligne la nécessité d'une économie plus performante et résiliente.



**Miguel Ouellette**  
Directeur principal et économiste  
[miguel.ouellette@mallette.ca](mailto:miguel.ouellette@mallette.ca)

# Actualité économique

## Le Québec à la veille d'une décroissance démographique

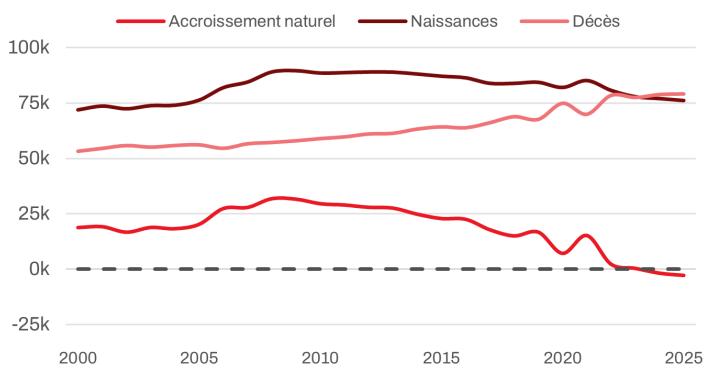
En 2024, l'accroissement naturel de la population québécoise est passé sous la barre de zéro, alors que le nombre de décès a surpassé celui des naissances. Bien que les régions urbaines enregistrent un recul notable du taux d'accroissement naturel, ce sont les régions rurales et les petites villes qui sont les plus durement touchées, affichant un taux négatif depuis 2022.

Ces tendances, en déclin depuis leur sommet de 2008, marquent un tournant démographique majeur pour la province. Les données soulèvent des préoccupations quant aux perspectives à long terme pour le Québec, notamment en exerçant une pression croissante sur le marché du travail et la disponibilité de la main-d'œuvre, ainsi que sur le potentiel de croissance économique et les revenus fiscaux de l'État.

Dans ce contexte, l'immigration apparaît comme un levier essentiel afin de soutenir la vitalité démographique et économique du Québec, en particulier dans les régions en déclin et les secteurs en pénurie. Toutefois, ce levier doit s'accompagner d'une gestion rigoureuse des politiques d'accueil, en tenant compte des capacités d'intégration des milieux afin d'éviter un choc de demande sur des infrastructures locales déjà sous pression. De plus, l'immigration à elle seule ne peut garantir la prospérité économique. Des gains de productivité seront également essentiels pour soutenir la croissance économique à long terme du Québec, maintenir la compétitivité des entreprises d'ici et préserver l'équilibre des finances publiques.

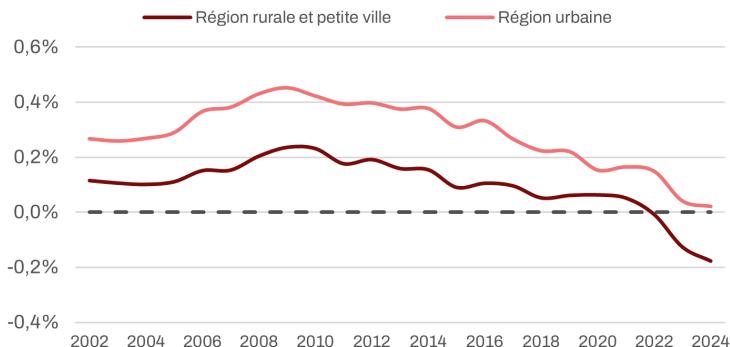
## Évolution de l'accroissement naturel de la population

Québec, depuis 2000



## Taux d'accroissement naturel selon les régions

Québec, depuis 2002, en %



# Le commentaire de notre économiste Alexandra

*Dans les dernières années, l'immigration a été la principale source de croissance démographique à travers le Canada. Environ 1,4 million de personnes ont immigré au pays en 2022, soit l'équivalent de la population totale du Manitoba en une seule année.*

*Cet afflux important a généré un choc de demande significatif, mettant sous pression les infrastructures, les services publics et le marché du logement. Les discussions de révision des seuils d'immigration devraient ainsi tirer des leçons de cette période, en s'appuyant sur une évaluation rigoureuse des capacités d'accueil pour assurer une intégration durable et équilibrée, tout en tenant compte de la décroissance démographique à prévoir si les seuils sont trop peu élevés et des conséquences socioéconomiques.*



Alexandra Lareau  
Conseillère et économiste,  
Marketing, études et stratégie  
[alexandra.lareau@mallette.ca](mailto:alexandra.lareau@mallette.ca)



# Inflation

## Inflation canadienne

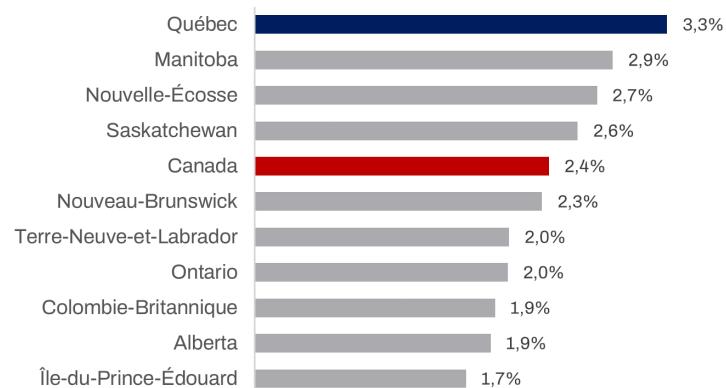
En septembre 2025, le taux d'inflation au Canada s'est établi à 2,4 %, ce qui représente une augmentation de 0,5 p.p. par rapport au taux d'inflation du mois précédent.

Le portrait provincial demeure contrasté : le Québec (3,3 %) se distingue avec le taux d'inflation le plus élevé au pays, surpassant ainsi la fourchette cible de la Banque du Canada établi entre 1 % et 3 %, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard affiche le taux d'inflation le plus faible (1,7 %).

À l'approche de la prochaine décision du taux directeur de la Banque du Canada le 29 octobre prochain, cette accélération de l'inflation en septembre pourrait l'inciter à maintenir sa politique monétaire inchangée.

## Taux d'inflation selon la province

*Inflation annuelle, septembre 2024 à septembre 2025, en %*



## Inflation québécoise

Le taux d'inflation au Québec était de 3,3 % en septembre, en hausse de 0,6 p.p. par rapport au mois précédent et soutenu par l'augmentation de l'inflation dans la majorité des catégories de biens et services.

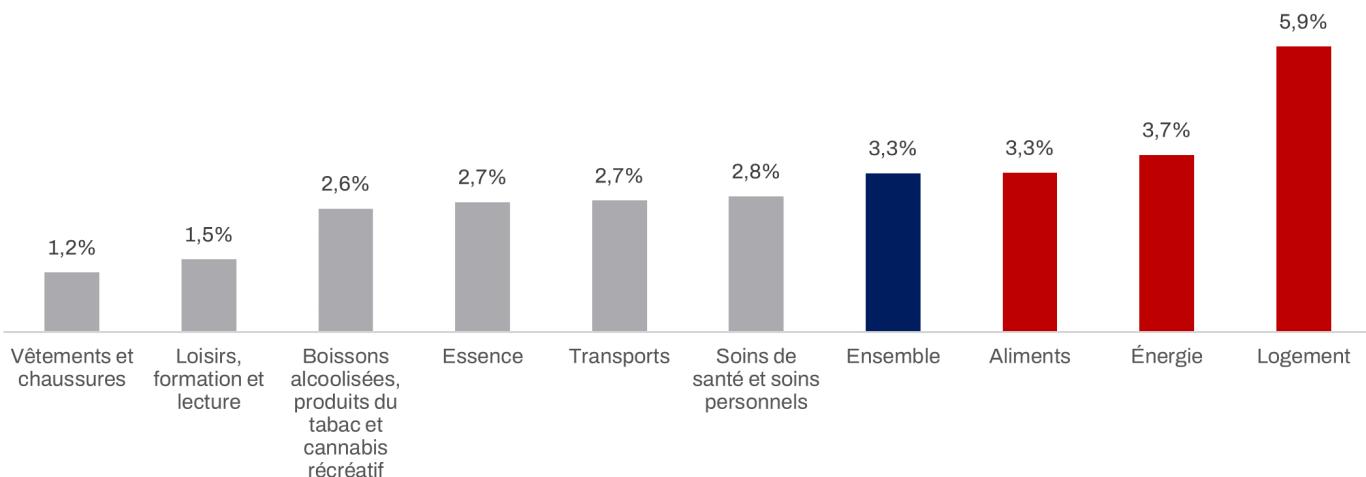
Le logement (5,9 %), l'énergie (3,7 %) et les aliments (3,3 %) ont été les postes de dépenses avec les niveaux d'inflation annuelle les plus élevés au Québec.



De plus, les catégories de l'essence, de l'énergie et du transport ont été les principaux moteurs de la hausse d'un mois à l'autre, ayant affiché les plus fortes variations mensuelles de leur taux d'inflation, respectivement de 10,9 p.p., 7,0 p.p. et 2,3 p.p., illustrant un rebond des prix dans les secteurs de l'énergie et des transports après une période de déflation depuis mars 2025.

### Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens

*Inflation annuelle, septembre 2024 à septembre 2025, en %*



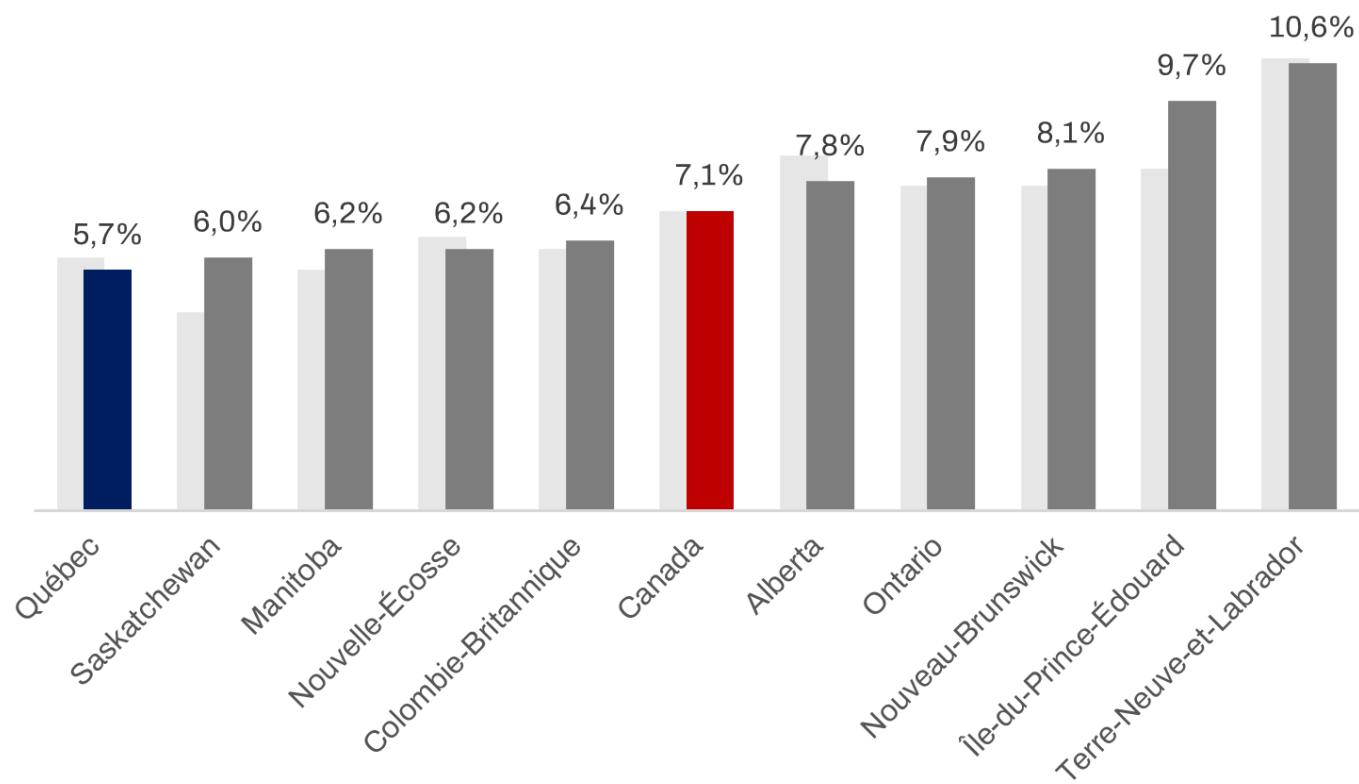
# Taux de chômage

Le taux de chômage canadien a atteint 7,1 % en septembre 2025, un niveau stable par rapport au mois précédent. Sur la même période, le Québec a affiché le plus faible taux de chômage au pays (5,7 %), en recul de 0,3 p.p. par rapport à août 2025. Cette variation est en partie expliquée par un léger recul du taux d'activité dans la province (-0,3 p.p.) sur le même intervalle de temps.

Les jeunes Canadiens âgés de 15 à 24 ans sont demeurés les plus exposés au risque de chômage, affichant un taux de 14,7 %, soit plus du double de celui observé chez les 25 à 54 ans (6 %) en septembre. Toutefois, le Québec présente un portrait plus favorable chez les jeunes, où les 15 à 24 ans affichent un taux de chômage de 9,9 %, et ce, malgré un taux d'activité 4,4 p.p. supérieur à la moyenne nationale.

Taux de chômage par province

Septembre 2025, en %



# Marchés boursiers

En septembre, les marchés ont confirmé leur dynamique : le S&P500 a gagné 3,7 % sur le mois, tandis que le NASDAQ 100 a progressé de 5,4 %. Ces résultats montrent que, même lorsque les vents macroéconomiques soufflent de travers, les marchés intègrent encore positivement les bénéfices et les anticipations.

En octobre, l'attention des investisseurs se tourne vers la saison des résultats. Les publications à venir pourraient mettre à l'épreuve la résilience du marché, selon la capacité des entreprises à transformer les incertitudes économiques en résultats concrets.

*Les discussions entre le gouvernement de Mark Carney et l'administration américaine sont cruciales pour la stabilité des marchés. Un dénouement positif pourrait renforcer la confiance des investisseurs, notamment dans les secteurs manufacturiers et exportateurs, durement touchés par les tarifs douaniers.*

**Antonio Cabeda**  
Directeur – vigie de portefeuille



## Marchés financiers au 30 septembre 2025

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS					
S&P/TSX	4,7 %	22,1 %	26,7 %	16,5 %	12,0 %
S&P 500	3,7 %	14,8 %	17,6 %	16,5 %	15,3 %
NASDAQ 100	5,4 %	17,5 %	23,0 %	16,7 %	19,4 %
MSCI – EAFE	3,3 %	21,1 %	18,4 %	12,1 %	8,6 %
REVENU FIXE					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	1,9 %	3,0 %	2,9 %	- 0,2 %	2,0 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

# Métaux précieux

En octobre 2025, le prix de l'or a atteint un nouveau sommet historique, franchissant les 6 000 \$. Cette envolée représente une hausse de près de 120 % comparativement à janvier 2024 et de 48 % par rapport à janvier 2025. L'argent a suivi une trajectoire similaire, voyant son cours surpasser la barre des 70 \$ sur la même période, soit une progression de 67 % par rapport à janvier 2025.

L'augmentation des cours des métaux précieux depuis les dernières années s'inscrit dans un contexte d'incertitude économique persistante, de tensions géopolitiques et de ralentissement de l'intérêt pour le dollar américain, en agissant comme valeur refuge aux yeux des investisseurs et banques centrales.

Historiquement, les résultats du marché boursier et ceux du marché des métaux précieux évoluaient en sens opposé, agissant comme actif contracyclique en période incertaine.

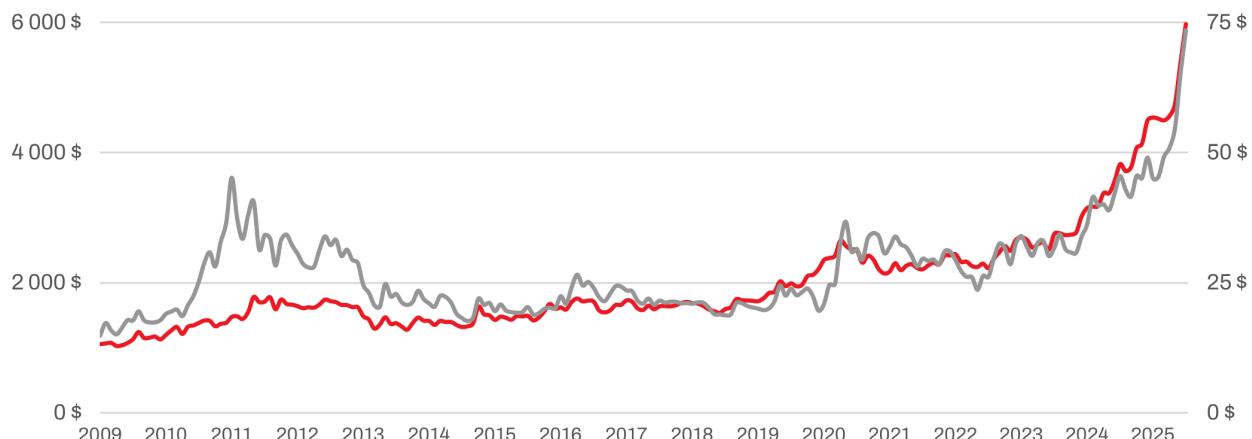


Cependant, les tendances récentes affichent une progression simultanée des rendements boursiers, et des cours de l'or et de l'argent, ce qui suggère une révision des stratégies d'investissement misant à la fois sur le capital de risque et sur les métaux précieux afin d'atténuer les risques d'incertitude et de volatilité.

## Évolution du cours au comptant depuis 2009\*

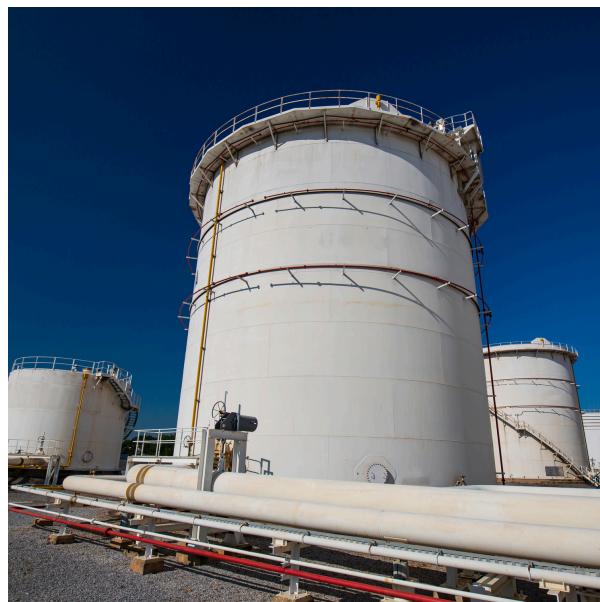
*En dollars canadiens*

— Or (gauche) — Argent (droite)



# Pétrole brut

Le prix du pétrole brut est demeuré stable en septembre par rapport à son niveau de la fin août, alors que le baril de Brent s'échangeait à 68 \$ US. Ce niveau représente une baisse de 8 % depuis janvier 2025 et de 45 % comparativement au dernier sommet observé en 2022, où le baril atteignait près de 123 \$ US. Outre les tendances récentes, il est à noter que la dernière fois que le Brent s'échangeait autour de 68 \$ US remonte à mai 2021, ce qui souligne le recul marqué du prix du pétrole sur une période de plusieurs années.



## Prix du Brent depuis 2021

*En dollars américains*

